

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 septembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Cinquième Commission

Points 121 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005

**Demande de subvention présentée comme suite
aux recommandations du Conseil d'administration
de l'Institut des Nations Unies pour la recherche
sur le désarmement concernant le programme de travail
de l'Institut pour 2004**

Note du Secrétaire général

Résumé

Conformément aux dispositions du statut de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) (voir la résolution 39/148 H en date du 17 décembre 1984 de l'Assemblée générale, annexe, art. VIII, par. 3) et aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut, il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver, pour 2004, une subvention de 227 600 dollars imputée sur le budget ordinaire de l'ONU. Un crédit de 473 700 dollars a déjà été approuvé à cet effet par l'Assemblée générale au chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

1. À sa quarante et unième session, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement, agissant en tant que Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), a approuvé pour présentation à l'Assemblée générale le programme de travail et l'estimation des dépenses de l'Institut pour 2004 (voir A/58/259). Le présent rapport, qui contient les chiffres actualisés soumis ultérieurement par l'Institut au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour examen, est présenté à l'Assemblée dans le contexte de l'examen d'une subvention pour 2004, d'un montant de 227 600 dollars, imputée sur le budget ordinaire de l'ONU.



2. Dans son rapport sur les activités de l'Institut pendant la période allant d'août 2002 à juillet 2003, le Directeur de l'Institut est d'avis que l'ajustement des coûts pour le présent exercice biennal, dont il convient de se féliciter, doit être appliqué au cours des futurs exercices biennaux et qu'il faudrait faire des efforts soutenus pour que ce montant soit augmenté de façon adéquate (ibid., par. 6).

3. Le projet de budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2004-2005 prévoit au chapitre 4 (Désarmement) [A/58/6 (sect. 4)], un crédit de 473 700 dollars des États-Unis représentant la subvention de l'Organisation à l'Institut pour ces deux années. Bien que les crédits nécessaires soient déjà prévus dans le budget-programme, une demande officielle de subvention d'un montant de 227 600 dollars pour 2004 est néanmoins présentée à l'Assemblée générale, conformément à la procédure établie.

4. L'Assemblée générale a demandé, à la section IV de sa résolution 44/201 B du 21 décembre 1989, que le Secrétaire général lui rende compte tous les ans de la situation financière de l'Institut. Cette situation se présente comme suit :

a) Les disponibilités au début de 2003 s'élevaient à 1 275 822 dollars, y compris un montant de 166 033 dollars au titre de la réserve de trésorerie opérationnelle;

b) Le montant total des recettes de 2003 est estimé à 904 848 dollars, se décomposant comme suit : contributions volontaires et dons privés (617 248 dollars); intérêts créditeurs (48 000 dollars); subvention provenant du budget ordinaire de l'ONU (227 600 dollars); et recettes diverses (12 000 dollars). On estime également que 28,1 % environ du total des contributions volontaires et des dons privés seront affectés à des projets spécifiques et que 76,9 % seront utilisés à d'autres fins, notamment pour couvrir les dépenses d'administration. On trouvera aux annexes I et II les détails des estimations révisées des recettes provenant de contributions volontaires pour 2003 et 2004;

c) Le total des dépenses révisées pour 2003 est estimé à 1 568 300 dollars, dont un montant de 55 900 dollars pour les dépenses d'appui aux programmes. Les prévisions pour 2004 s'établissent à 1 421 000 dollars, dont 49 700 dollars au titre de l'appui aux programmes. Le détail des prévisions révisées pour 2003 et des estimations de dépenses pour 2004 est donné à l'annexe III;

d) Les disponibilités au début de 2004 sont estimées à 612 370 dollars, y compris une réserve de trésorerie opérationnelle d'un montant de 166 033 dollars.

5. Si l'Assemblée générale décide d'approuver la recommandation du Conseil d'administration de l'Institut, il n'y aura pas lieu d'inscrire de crédit supplémentaire au chapitre 4 du budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

Annexe I

Estimations révisées des recettes de l'UNIDIR provenant de contributions volontaires, 2003 et 2004

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>2003^a</i>	<i>2004^a</i>
A. Contributions des gouvernements		
Allemagne	2 500	—
Belgique	10 774	—
États-Unis d'Amérique	5 000	—
France	300 000	300 000
Grèce	7 800	7 800
Inde	10 000	10 000
Israël	10 000	10 000
Luxembourg	2 870	2 000
Norvège	95 000	95 000
Nouvelle-Zélande	2 730	—
République de Corée	27 500	25 000
Suisse	48 474	40 000
Total partiel A	522 648	489 800
B. Dons du secteur public		
Friedrich-Ebert-Stiftung (Allemagne)	10 000	—
Institut universitaire de hautes études internationales ^b	25 900	—
Institut universitaire de hautes études internationales ^c	23 200	—
Institute on Global Conflict and Cooperation (États-Unis)	25 000	25 000
Landmine Action	10 500	—
Total partiel B	94 600	25 000
Total (A + B)	617 248	514 800

^a Les chiffres seront revus à la hausse lorsque les propositions de financement actuelles seront confirmées.

^b Contribution de la Finlande par l'intermédiaire de l'Institut universitaire de hautes études internationales.

^c Contribution de la France et de la Suisse par l'intermédiaire de l'Institut universitaire de hautes études internationales.

Annexe II

Estimations des recettes de l'UNIDIR provenant de contributions volontaires, 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Contribution totale</i>
Allemagne (montant annoncé)	2 500
Belgique (montant reçu)	10 774
États-Unis d'Amérique (montant annoncé)	5 000
France (montant reçu)	300 000
Grèce (montant annoncé)	7 800
Inde (montant reçu)	10 000
Israël (montant annoncé)	10 000
Luxembourg (montant reçu)	2 870
Norvège (montant annoncé)	95 000
Nouvelle-Zélande (montant reçu)	2 730
République de Corée (montant annoncé)	27 500
Suisse (montant reçu)	48 474
Friedrich-Ebert-Stiftung (montant annoncé)	10 000
Institut universitaire de hautes études internationales (montant reçu)	25 900
Institut universitaire de hautes études internationales (montant reçu)	23 200
Institute on Global Conflict and Cooperation (États-Unis) (montant reçu)	25 000
Landmine Action (montant reçu)	10 500
Total	617 248

Annexe III

Estimations des ressources nécessaires, 2003 et 2004

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Ressources nécessaires</i>	<i>(a) Estimations pour 2003^a</i>	<i>(b) Estimations pour 2004^a</i>	<i>[c=(b - a)] Augmentation/ diminution</i>
A. Dépenses directes de programmes et d'administration			
Traitements et dépenses connexes	518,4	518,4	—
Personnel temporaire pour les réunions	1,0	1,0	—
Rémunération et frais de voyage des consultants	60,0	20,0	(40,0)
Groupes spéciaux d'experts	30,0	44,2	14,2
Contrats de prestation de services personnels	610,4	553,5	(56,9)
Voyages autorisés des fonctionnaires	90,0	50,0	(40,0)
Cours de langue	1,0	1,0	—
Autres cours de spécialisation	5,0	5,0	—
Autres services contractuels	2,5	2,5	—
Dépenses de représentation	4,0	4,0	—
Location de salles de conférence	2,0	2,0	—
Location de matériel de conférence	1,0	1,0	—
Entretien du matériel de bureautique	2,0	2,0	—
Achats de papier pour la reproduction interne	10,0	10,0	—
Abonnements et commandes permanentes	2,5	2,5	—
Achats de matériel de bureau	5,0	5,0	—
Total partiel A	1 344,8	1 222,1	(122,7)
B. Dépenses d'appui aux programmes (5 % du total A, déduction faite du montant de la subvention de l'ONU)	55,9	49,7	(6,2)
Total des dépenses (A + B)	1 400,7	1 271,8	(128,9)
C. Réserve de trésorerie opérationnelle (au moins 15 % du total A, déduction faite du montant de la subvention de l'ONU)	167,6	149,2	(18,4)
Total (A + B + C)	1 568,3	1 421,0	(147,3)

^a Ces chiffres pourront être revus à la hausse lorsque les propositions de financement actuelles seront confirmées.